



Mission d'Appui Technique de Bassin Artois-Picardie

Séance du 11 avril 2017



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Ordre du jour

Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE)

- *Contenu, attendus et calendrier*
- *Présentation de l'étude d'assistance et de l'appel à projets Agence de l'Eau*

GEMAPI

- *Délimitation EPTB/EPAGE*
- *Point sur la définition du niveau de protection (digues)*
- *Témoignage volet MA par le Syndicat de la Selle*

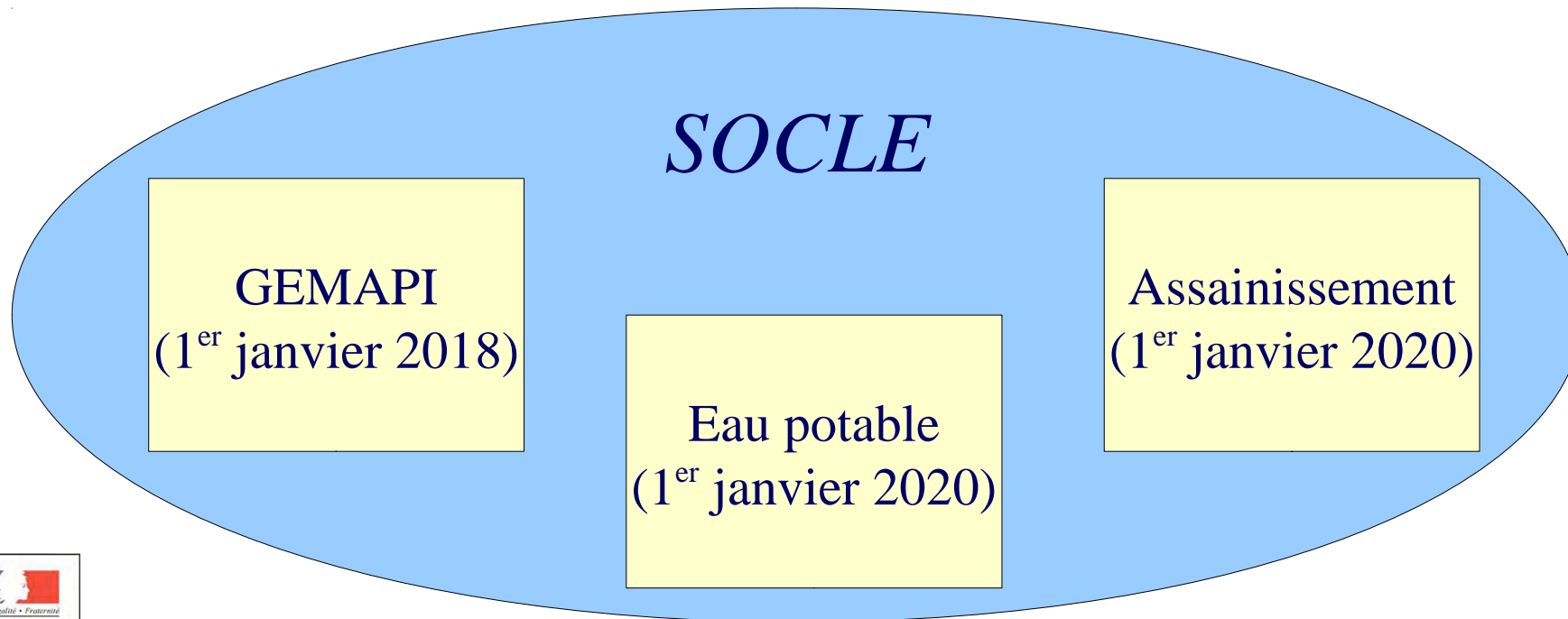
Eau et assainissement

- *État des lieux par département*
- *Echanges sur les principes de structuration*

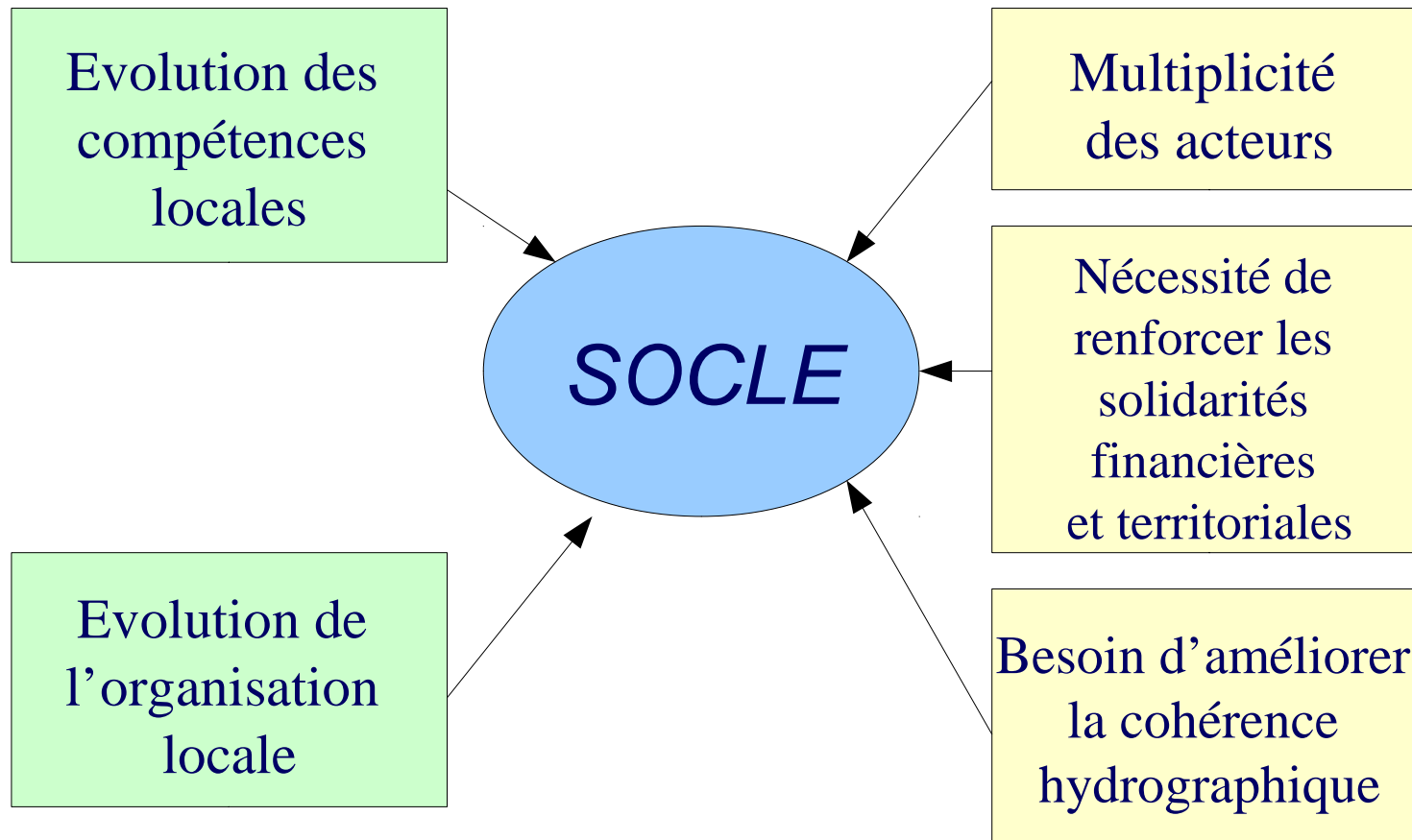
Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Une SOCLE : Quoi ?

La note du 7 novembre 2016



Une SOCLE : Pourquoi ?



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Une SOCLE : Quoi ?

- Document stratégique, non prescriptif, d'aide à la décision
- Comprenant :
 - Un état des lieux
 - Des orientations
 - Des annexes
- Une approche intégrée, globale sur le territoire des différentes composantes des compétences de l'eau
- Approuvée par le PCB avant le 31/12/2017

La SOCLE : Qui ?

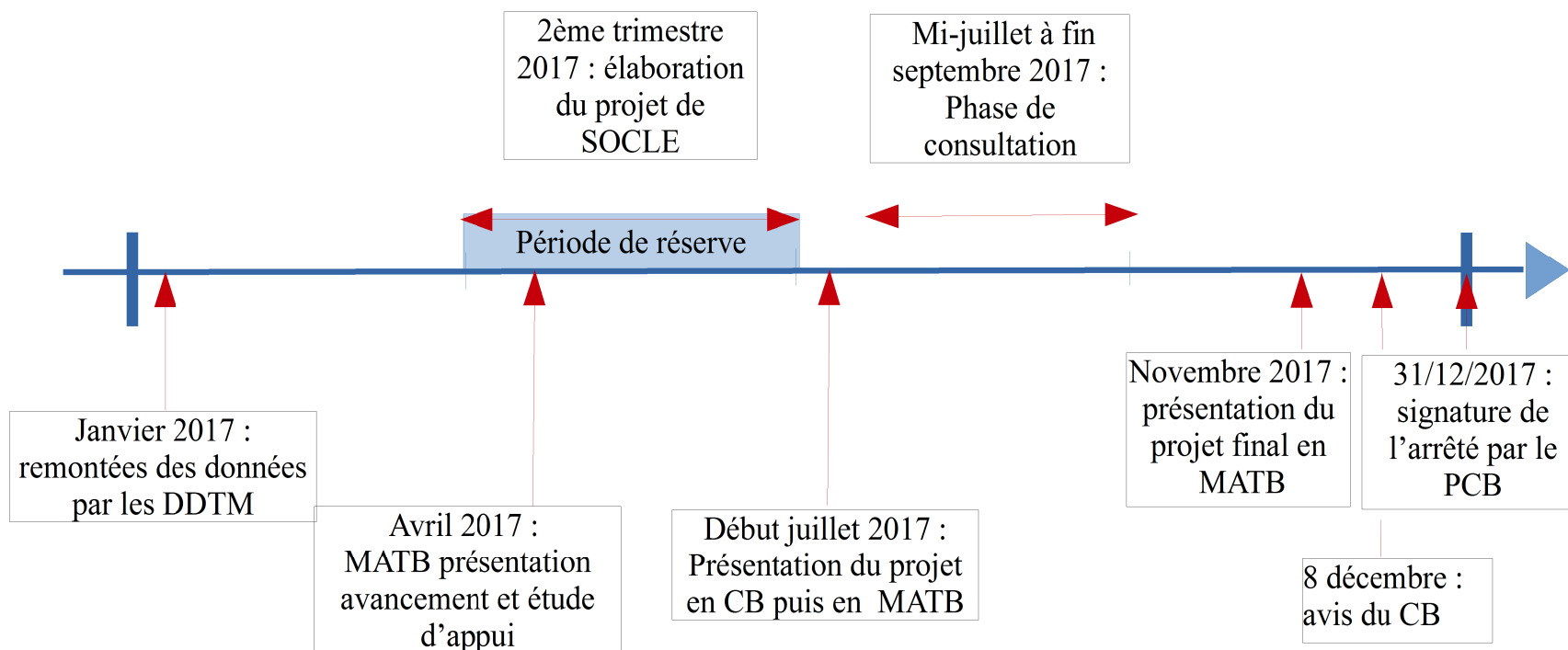
Principes d'élaboration



- DREAL de bassin + DDTs + Agence de l'eau + collectivités + sous-préfectures
- Coordination entre les bassins
- Consultation des collectivités
- Avis du comité de bassin

La SOCLE : Quand ?

Le calendrier

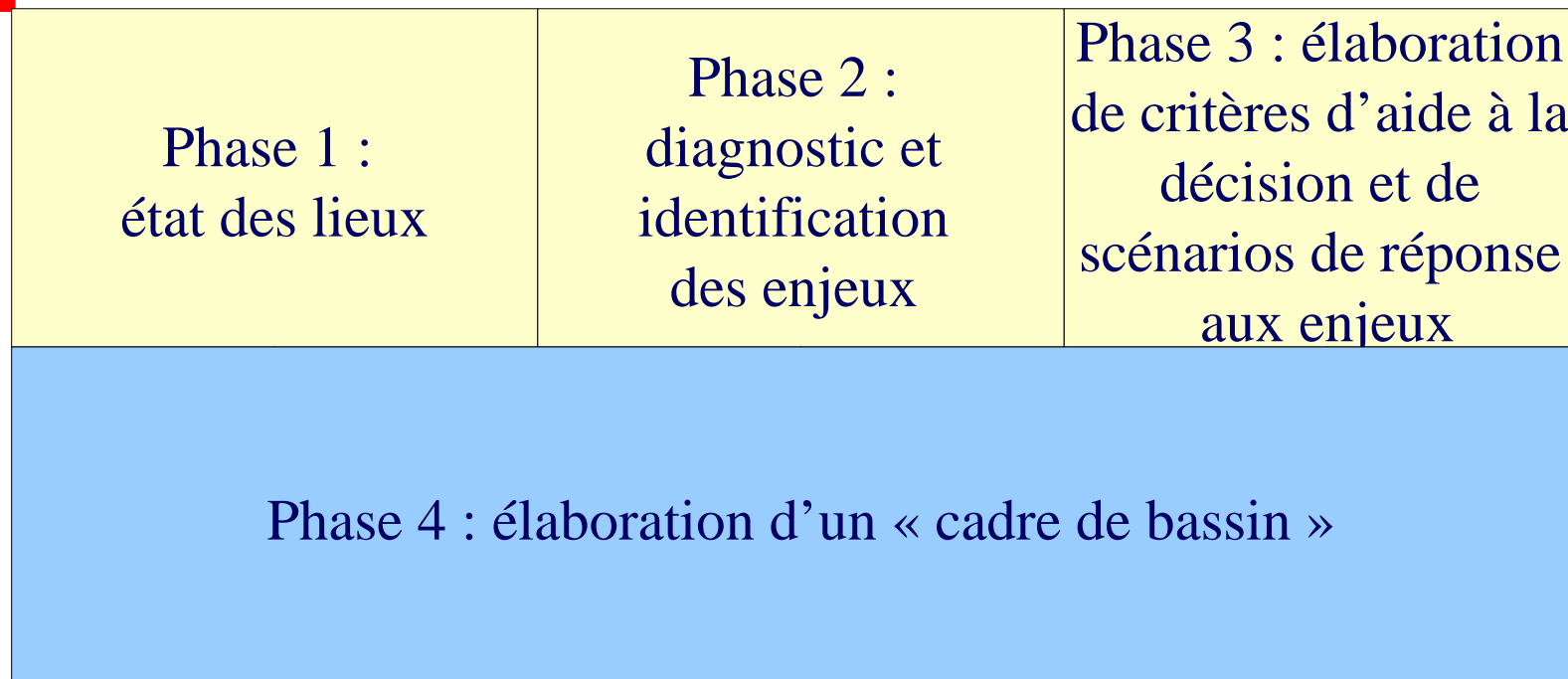




La SOCLE : Comment ?

Une étude SOCLE globale sur le bassin
en cours pour apporter aux collectivités
des éléments objectifs d'aide à la
réflexion et à la décision

Les 4 phases de l'étude



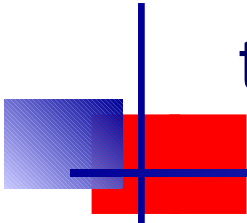
Association des acteurs



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Phase 1 : constitution de l'état des lieux et analyse

- GEMAPI
- Eaux pluviales, ruissellement et lutte contre l'érosion des sols
- Gouvernance locale
- Exploitation, entretien et aménagement d'ouvrages hydrauliques existants
- Services publics d'eau potable et d'assainissement

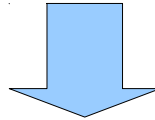


Phase 2 : Diagnostic et identification des territoires à enjeux et des questions associées

Identification des enjeux du bassin et des territoires à enjeux

Phase 3 : Proposition de critères d'aide à la décision d'organisation des territoires

- Proposition de critères généraux
- Scenarii sur les territoires à enjeux



- EPCI-FP : de guider leur réflexion et faciliter leur prise de décision
- PCB : disposer des éléments utiles aux prises de décisions futures concernant l'organisation des compétences

Phase 4 : Élaboration d'un cadre de bassin

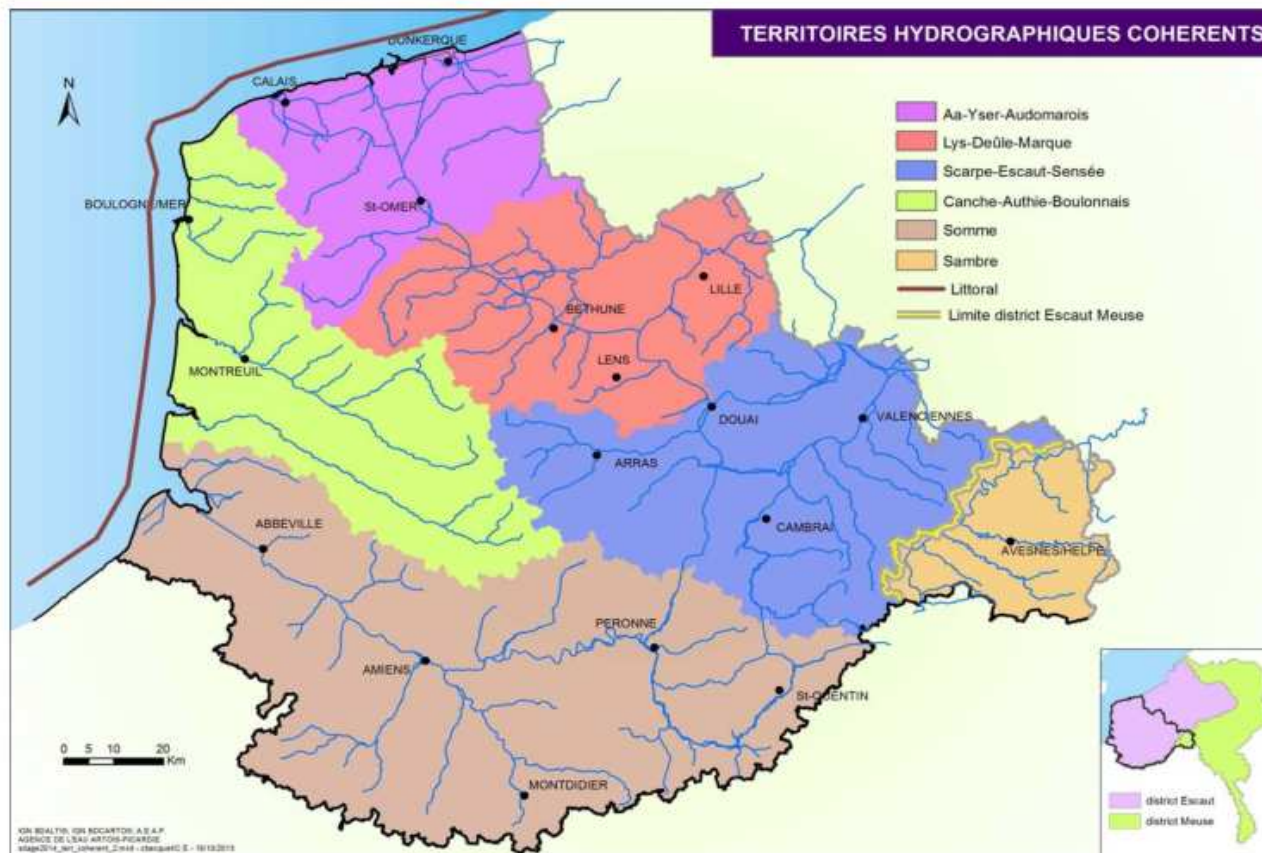
- remontée des questions des acteurs
- un questions-réponses
- prise de position bassin

→ **Importance de faire remonter à la DREAL les questions non résolues des territoires**

Calendrier

- Projet de SOCLE présenté en Comité de Bassin du 30 juin
- MATB début juillet (03?)
- Consultation de mi-juillet à fin septembre 2017
- Présentation du projet modifié en MATB de mi-novembre
- Validation en CB du 8 décembre

Territoires à enjeux : Rappel SDAGE



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Pistes de réflexion

- enjeux ?
- taille critique ?
- mutualisation ?
- articulation littoral/continental ?
- lien avec l'érosion des sols ?
- positionnement des CD et du CR ?
- équipements structurants ?

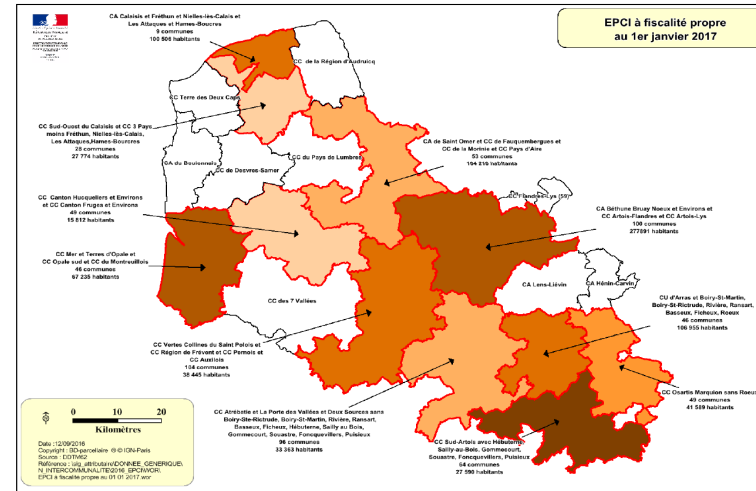
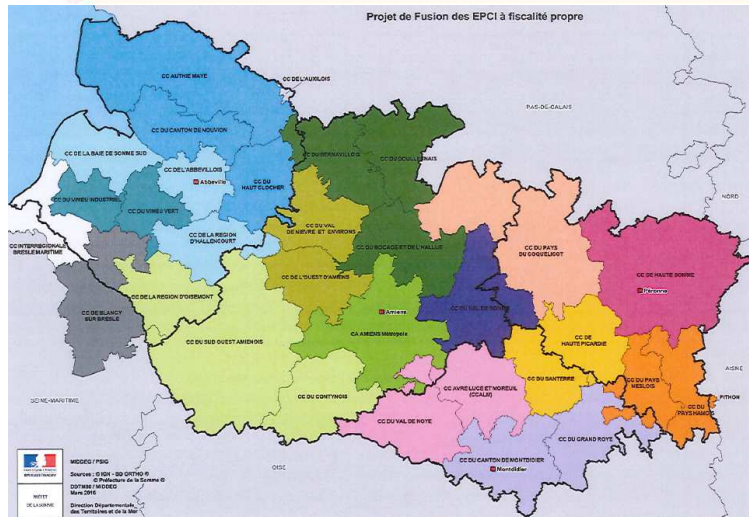
Appel à projets

« Organisation territoriale de compétences locales de l'eau »

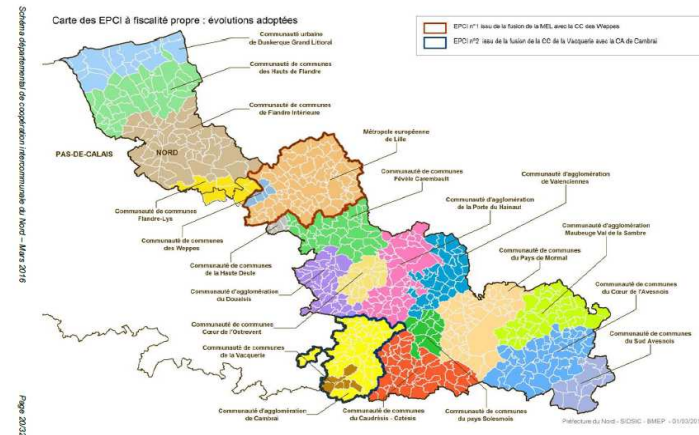
Aide à la réorganisation des compétences :

- GEMAPI
- eau potable
- assainissement

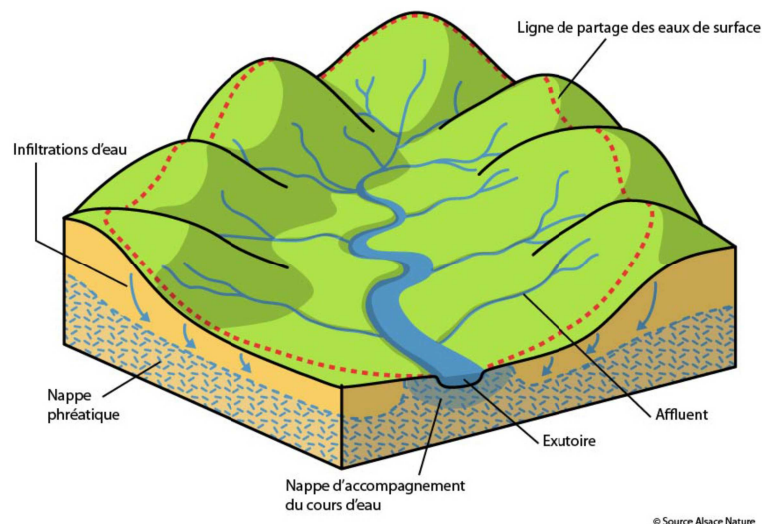
EPCI FP au 01/01/2017



- ❖ responsabilité GEMAPI / Eau / assainissement
- ❖ des questions locales, à l'échelle de leur périmètre



L'organisation / la gouvernance autour de la compétence GEMAPI



Structures
existantes?

Cohérence
hydrographique

Bassin Versant

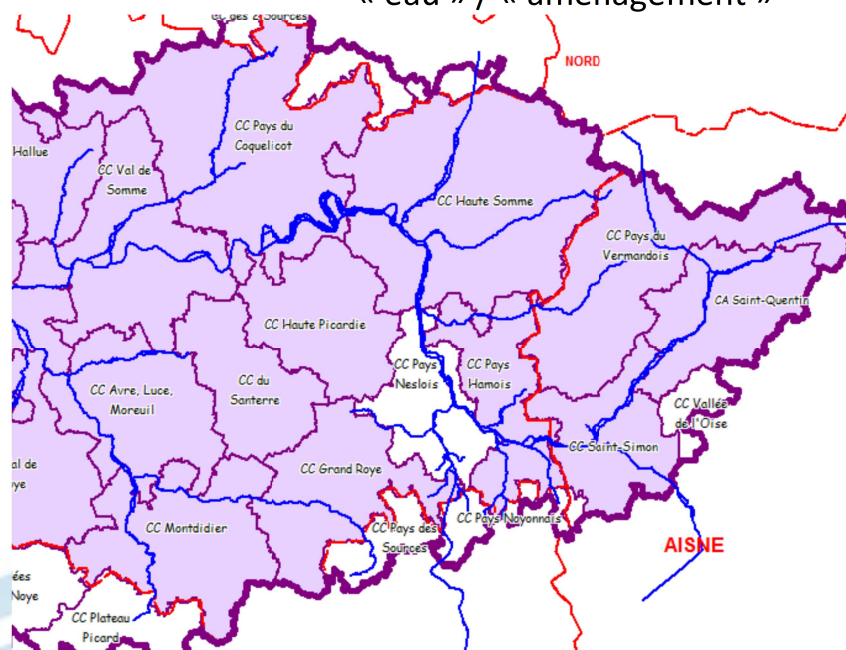
Solidarité
amont / aval

Simplification
administrative

Structures
existantes

EPCI-FP

Toutes les compétences
« eau » / « aménagement »



Objectifs

- ❖ Mobiliser les collectivités pour les enjeux « locaux »
- ❖ Complémentaire de la SOCLE
- ❖ **Dans le cadre d'un appel à projets dédiés**
- ❖ Accompagner les acteurs sur les questions :
 - Connaissance des enjeux locaux et du patrimoine utile à l'exercice des compétences,
 - Diagnostic et scénario de gouvernance,
 - Adaptation de l'organisation et des statuts,
 - Information et sensibilisation
- ❖ Cibles : EPCI-FP résultant des SDCI, structures de gouvernance ou opérationnelle (SM, EPTB, EPAGE futurs), associations regroupant des élus des collectivités

Cadre

❖ Répondre sur au moins 1 des 4 Axes:

❖ 1. réaliser un **diagnostic du territoire** de la structure

❖ 2. Diagnostiquer et **organiser la gouvernance** à l'échelle d'un bassin-versant ou d'un territoire hydrographiquement cohérent ou d'une échelle de cohérence littorale ou d'un territoire de ressource ou d'une unité d'assainissement

❖ 3. Adapter **l'organisation interne et les statuts** des EPCI-FP ou de leurs groupements à la prise de compétence

❖ 4. **Communiquer** et sensibiliser aux enjeux et aux modalités d'exercice de la compétence ainsi qu'à l'organisation territoriale

Modalités

1) Taux de subvention porté à

- à 70 % pour les études
- à 50 % pour les actions de communication

2) Concerne les délibérations en vigueur relatives aux Milieux Naturels Aquatiques, à l'Eau Potable et l'Assainissement

3) Calendrier

- Du 1er mars jusqu'au 15 septembre 2017
- Traitement des dossiers sur 3 CPI (mai, septembre et novembre 2017)

*Chaque dossier de participation financière sera soumis ensuite
à la décision des instances de l'Agence.*

Pour répondre, et aller plus loin...



Organisation territoriale des compétences locales de l'eau



ACTEURS DE L'EAU : S'ORGANISER ET SE STRUCTURER

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie soutient les réflexions d'organisation et de structuration des collectivités dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI et de la prise de compétence « eau et assainissement ».

<http://www.eau-artois-picardie.fr/organisation-territoriale-des-competences-locales-de-leau>

Quelles sont
les actions soutenues ?

Sont visées :

- Les études de diagnostic de territoire
- Les études d'organisation territoriale
- Les études d'adaptation des statuts
- Les actions de communication et de sensibilisation

A qui s'adresse
cet appel à projets ?

- Aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et à leur groupement
- Aux associations regroupant des élus des collectivités (pour le volet communication)

Quels sont
les engagements de
l'agence de l'eau ?

1 million d'euros mobilisés
en 2017 !

L'attribution des aides peut
atteindre 70% des dépenses
éligibles pour les études et
50 % pour la communication



AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE

Etablissement public du Ministère chargé
du développement durable

ZEC de Bierno

EPTB/EPAGE :

Rappels - définitions

EPAGE :

- Échelle du sous-bassin hydrographique
- Adhésion de l'ensemble des EPCI-FP couverts obligatoire
- Structures opérationnelles
- Assurent la maîtrise d'ouvrage d'actions MA et PI

EPTB/EPAGE :

Rappels - définitions

EPTB :

- Échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques
- Adhésion de l'ensemble des EPCI-FP couverts non obligatoire
- Structures garantes de la cohérence des actions menées sur le territoire (coordination, animation, information, conseil...)
- Maîtrise d'ouvrage d'actions MA et PI possible à l'échelle de leur périmètre ou en l'absence d'autre maître d'ouvrage sur la partie concernée du territoire

EPTB/EPAGE :

Les critères de délimitation du périmètre

Décret 2015-1038 du 20 août 2015

- Périmètre d'intervention délimité par le préfet coordonnateur de bassin
- Critères généraux:
 - Cohérence hydrographique, pas d'enclave et d'un seul tenant
 - Adéquation mission / périmètre
 - Capacités techniques et financières
 - Absence de superposition de 2 EPAGE ou de 2 EPTB

EPTB/EPAGE :

Les critères de délimitation du périmètre

Orientations du PCB du 23 décembre 2016

→ Précise les critères, les éléments attendus, le calendrier et la procédure d'instruction des demandes

EPTB/EPAGE : Orientations

- Prise de compétence globale (MA + PI) privilégiée
- PI : cohérence avec les SLGRI et les PAPI en cours ou envisagés
- MA : cohérence avec les SAGE et les plans de gestion des cours d'eau
- Principe de solidarité territoriale
- Emboîtement des périmètres EPAGE/EPTB : éviter qu'un EPAGE soit à cheval sur plusieurs EPTB
- Part significative du budget consacrée à l'investissement et aux actions

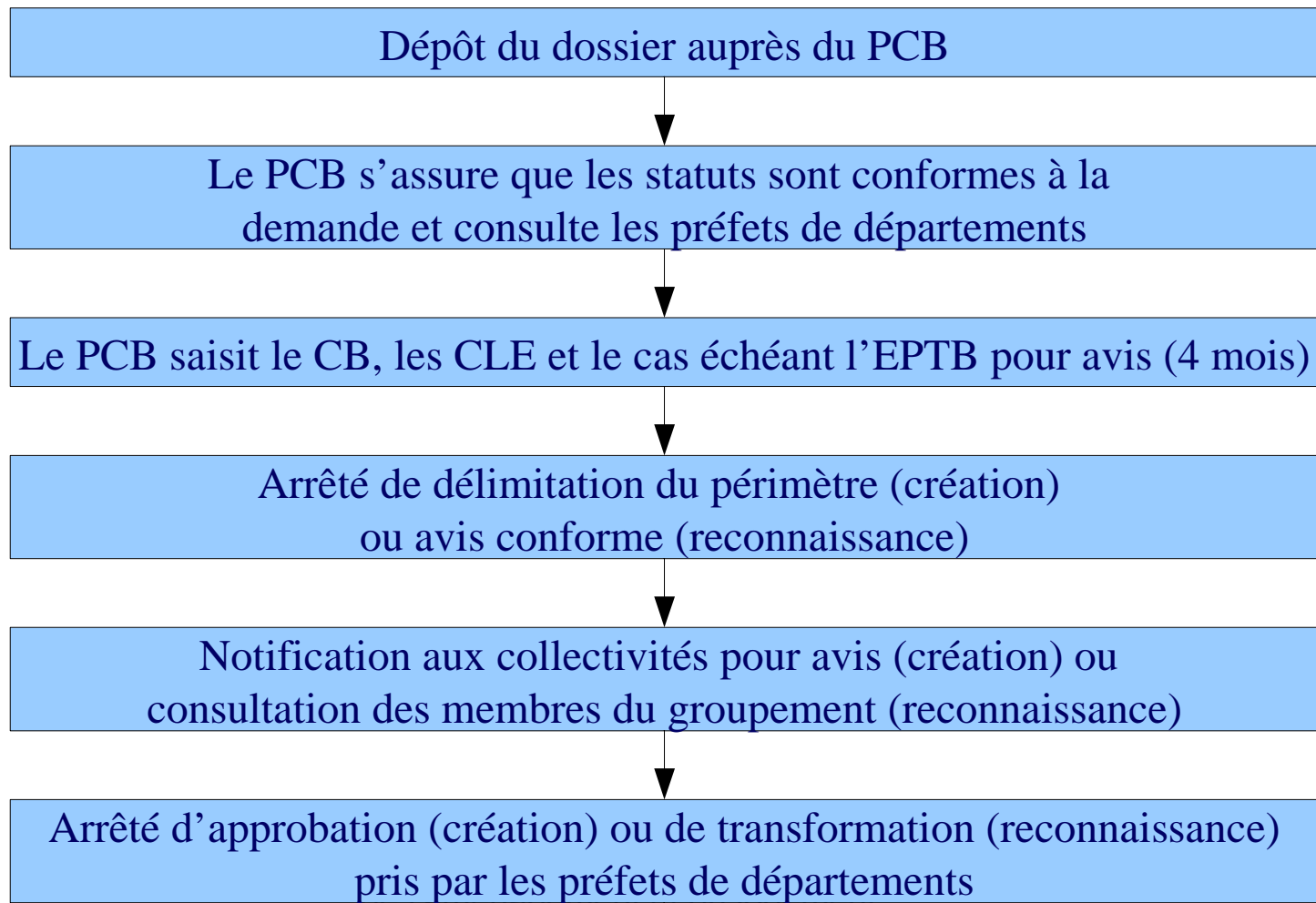
EPTB/EPAGE : Attendus

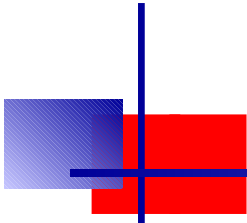
- Projet de statuts
- Éléments d'éclairage et d'appréciation des critères du décret et des critères du courrier du PCB
- Outils mobilisés ou envisagés pour mettre en œuvre les missions GEMAPI (PAPI, plans de gestion des cours d'eau...)
- Budget affecté aux différents actions/missions

EPTB/EPAGE : Procédure et calendrier

- Délimitation du périmètre : PCB
- Arrêté de création/modification des statuts : préfet de département
- Les demandes doivent être déposées pour les nouvelles structures ET pour les EPTB existants modifiant statuts, compétences ou membres
- Examen conjoint des demandes > 1^{er} janvier 2018

Procédures





Application de la GEMAPI aux ouvrages hydrauliques de protection contre les inondations

Quel niveau de protection ?

C'est la collectivité compétente en GEMAPI qui choisit son système de protection et le niveau de protection en fonction :

- de la zone qu'elle souhaite protéger,
- du niveau d'aléas maximum contre lequel elle veut être protégée (hauteur maximale que peut atteindre l'eau sans que cette zone soit inondée en raison du débordement, du contournement ou de la rupture des ouvrages de protection) *



* pour les SE déposés après le 1^{er} janvier 2020, la probabilité d'inondation doit être de 1/50 pour la classe C, 1/100 pour la classe B et 1/200 pour la classe A

Comment définir le niveau de protection ?

C'est la collectivité qui décide du niveau de protection.

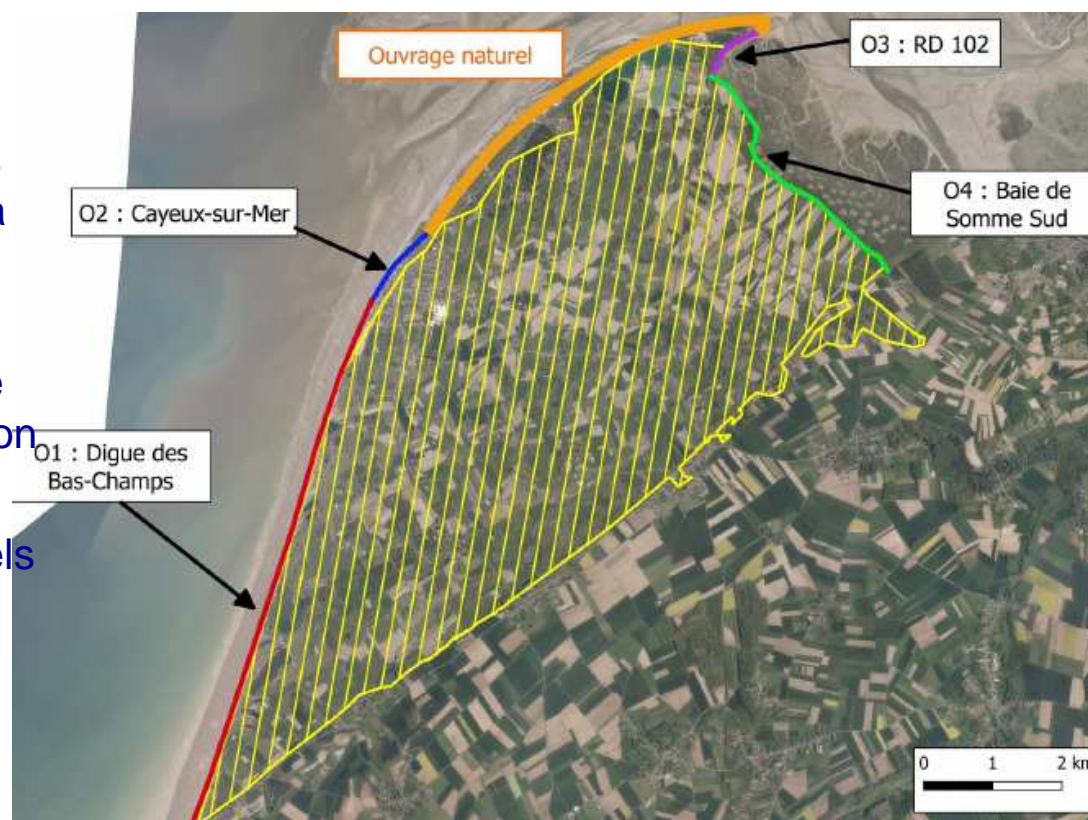
L'étude de danger (EDD), réalisée par un bureau d'étude agréé, va permettre de déterminer le niveau de protection que peuvent assurer les ouvrages de protection.

- Si une EDD existe sur les ouvrages constituant le système d'endiguement, il n'est pas nécessaire de refaire une nouvelle EDD, mais seulement une mise à jour de l'EDD existante vis-à-vis des nouvelles exigences (arrêté EDD système d'endiguement à venir).
- Pour les ouvrages nouveaux, ou sans EDD existante, il faudra une EDD complète du système d'endiguement, conformément à la nouvelle réglementation.

Que faut-il prendre en compte ?

Un système d'endiguement doit être « fermé », donc il peut prendre en compte :

- des digues (bien sûr!) ;
- des remblais ferroviaires ou routiers (convention à passer) ;
- des dispositifs de régulation ou de sécurité (vannes, déversoir, station de pompage...) ;
- certains éléments naturels peuvent en faire parti.



Et les cordons dunaires ?

Un système d'endiguement peut se « fermer » sur des éléments naturels comme les cordons dunaires.

Dans ce cas, le descriptif dudit système doit contenir cet élément naturel pour être opérationnel.

Il figurera donc dans le dossier de demande d'autorisation, mais il ne sera pas possible d'imposer des contraintes techniques sur cet élément.



Comment faire ?

Déposer le dossier de demande autorisation « simplifiée » pour les systèmes d'endiguement composés essentiellement d'ouvrages autorisés avant le décret digue :

- avant le 31 décembre 2019 pour les ouvrages de classes A ou B
- avant le 31 décembre 2021 pour les ouvrages de classe C

Passé ces échéances, la procédure d'autorisation sera complète donc avec enquête publique comme pour la création d'un nouveau système d'endiguement (ouvrages neufs).



Quand faut-il donc commencer ?

Pour les systèmes d'endiguement composés essentiellement de digues déjà autorisées et ayant une étude de danger (ordre de grandeur pour les délais minimaux) :

- Préparation du dossier avec mise à jour de l'étude de danger → 6 à 9 mois
- Instruction du dossier par les services de l'État (si dossier complet) → 6 mois
- Autorisation par arrêté préfectoral → 3 mois

Soit environ 18 mois

Rappel : pour bénéficier de la procédure simplifiée (sans enquête publique) le dossier doit être déposé avant le 31/12/19 pour les classes A ou B et avant le 31/12/21 pour la classe C.

Donc il est souhaitable de commencer le plus tôt possible.

Quand faut-il donc commencer ?

Pour les nouveaux systèmes d'endiguement ou ceux nécessitant des travaux pour améliorer le niveau de protection (ordre de grandeur pour les délais minimaux) :

- Préparation du dossier avec nouvelle étude de danger → 12 à 18 mois
- Instruction du dossier par les services de l'État (si dossier complet) → 6 mois
- Enquête publique → 3 mois
- Autorisation par arrêté préfectoral → 3 mois

Soit 2 à 2,5 ans (si pas trop de problèmes sur le foncier)

- Travaux → x mois

L'étude de danger (EDD)

Les objectifs de l'EDD vont être de :

- Justifier l'efficacité et la sûreté des ouvrages composant le système d'endiguement (conception et exploitation)
- Déterminer les limites de l'ouvrage (objectifs de protection)
- Constituer une protection juridique pour le gestionnaire

Elle comprend notamment :

- Un diagnostic approfondi des ouvrages
- La justification des performances et des limites du système d'endiguement
- La description de l'organisation mise en place par le gestionnaire pour assurer la gestion du système et la sécurité des personnes

L'arrêté précisant le contenu des EDD de systèmes d'endiguement devrait être signé très prochainement.

Les digues non reprises dans un SE ?

Jusqu'au 1^{er} janvier 2021 pour les classes A et B et du 1^{er} janvier 2023 pour la classe C, les propriétaires / gestionnaires de digues non reprises dans un système d'endiguement restent responsables de leurs ouvrages.

Passé ce délais, les digues non reprises dans un système d'endiguement n'auront plus d'existence légale en tant qu'ouvrage hydraulique.

Le propriétaire reste responsable de son ouvrage sans possibilité d'exonération en cas de problème.

Le préfet peut demander la mise en « transparence hydraulique » pour assurer la protection des biens et des personnes s'il estime qu'il y a un risque.

Pour en savoir plus !

- Mode d'emploi des systèmes d'endiguement dans le cadre de la GEMAPI et du décret digues :
 - 1^{ère} partie : économie générale des systèmes d'endiguement
 - 2^{ème} partie : autorisations administratives des systèmes d'endiguement
- Mode d'emploi des aménagements hydrauliques dans le cadre de la GEMAPI et du décret digues
- Le site internet www.gemapi.fr

